

Enquête : ce qui bouge dans l'opinion publique arabe

Par Dominique Vidal

La « rue arabe » : cette expression un rien méprisante revient fréquemment dans les grands médias. L'utilisent le plus souvent des journalistes qui apprécient mal l'opinion publique dans le Maghreb, le Machrek et le Golfe. Mais comment comprendre les contradictions des dirigeants de ces régions sans mesurer la pression populaire qui s'exerce sur eux, notamment depuis dix ans ?

Bien qu'ils aient jugulé presque partout – sauf en Tunisie – ces mouvements, les régimes autoritaires monarchiques comme républicains, craignent toujours un retour de flammes. À preuve cet aveu du prince-héritier saoudien Mohamed Ben Salman à propos de la « normalisation » : s'il reconnaissait lui aussi Israël, il serait – je le cite – « tué par l'Iran, le Qatar et [son] propre peuple ⁽¹⁾ ».

Pour comprendre ce genre d'inquiétude, il suffit de lire le *Baromètre de l'opinion arabe 2019-2020* réalisé par le Centre arabe de recherches et d'études politiques (CAREP) de Doha et présenté par son antenne parisienne ⁽²⁾. Il s'agit, non d'un banal sondage, mais d'une enquête menée par 900 chercheurs et fondée sur des entretiens en face à face avec 27 000 citoyens de treize États arabes ⁽³⁾.

Impossible, évidemment, de rendre compte de l'ensemble des résultats dans le cadre de ce bref article ⁽⁴⁾. D'autant que les sondés – ou plus exactement « enquêtés » – répondent à des questions très variées – de l'économie au terrorisme et de la religion à la Palestine –, et ce de manière sensiblement différente selon leur région. On retiendra surtout ici celles qui battent en brèche des idées reçues... ou parfois les confirment.

À ceux qui sous-estiment la dimension sociale des « révolutions arabes », trois chiffres apportent un démenti : 26 % des « enquêtés » déclarent que leur revenu « ne couvre pas leurs besoins élémentaires », 51 % disent vivent à crédit et 17 % de la charité. Seul le Golfe permet à la majorité de ses habitants de faire des économies... D'où la priorité donnée pour l'avenir à l'économie (57 %). Et à la lutte contre la

corruption, que 91 % des « répondants » (contre 7 %) considèrent comme « généralisée », proportion qui n'a guère varié depuis dix ans.

Autant que l'insécurité inhérente aux périodes d'insurrections, ce basculement massif dans la précarité et la pauvreté explique le jugement nuancé des « répondants » sur le « printemps arabe » : 58 % pensent qu'il est « positif », 48 % qu'il « rencontre des obstacles mais atteindra finalement ses buts » et 30 % qu'« il a pris fin ». Le soutien au *hirak* algérien reste en tout cas massif : 49 % contre 17 %. *Idem* pour le Soudan.

Paradoxalement, s'ils espèrent encore dans les processus révolutionnaires, les citoyens arabes accordent d'abord leur confiance... à l'armée (88 % [5]), suivie par la police, la gendarmerie et les services (76 %) ! Les trois quarts des « enquêtés » n'en considèrent pas moins que « le système démocratique, même s'il a ses problèmes, est meilleur que les autres » (76 %). Foin des poncifs orientalistes : 50 % (contre 40%) rejettent l'idée que les sociétés arabes ne seraient « pas prêtes » pour la démocratie ; 54 % (contre 36 %) que cette dernière signifierait l'« indécision » et la « discorde » ; 63 % (contre 28 %) qu'elle ne garantirait pas « la sécurité et l'ordre public » ; et 65 % (contre 26 %) que l'économie en pâtirait. Et 68 % (contre 20 %) ne croient pas que la démocratie soit « incompatible » avec l'islam...

Relativisons la fronde des opinions : 46 % (contre 52 %) jugent « bonne » la situation économique de leur pays ; *idem* pour 69 % (contre 30 %) concernant la situation sécuritaire ; et 48 % (contre 47 %) pour la situation politique. Et pourtant près du quart des « répondants » rêvent d'émigrer : 5 % dans le Golfe, 26 % dans la zone du Nil, 27 % dans le Maghreb et 28 % dans le Levant et le Machrek.

En revanche, une courte majorité mise sur « la prise du pouvoir d'un parti au cours d'une élection libre et démocratique » : 51 % contre 43 % (6)... Les « enquêtés » jugent le niveau de démocratie encore bas, mais plus élevé en 2019/2020 (5,8 sur 10) qu'en 2011 (4,5). Reste qu'en cinq ans, la proportion de ceux pour qui « il n'est pas possible de critiquer sans crainte le gouvernement » est passée de 27 % à 30 % (7). Pourtant seuls 48 % (contre 42 %) comptent voter aux prochaines élections – en 2011, les proportions étaient de 59 % contre 27 %. D'ailleurs, 67 % (contre 27 %) ne font pas confiance aux partis politiques...

Contrairement à un cliché répandu, la télévision demeure la principale source d'information (48 % contre 67 % en 2011), devant Internet (35 % contre 5 %), distançant largement la radio (6 % contre 7 %) et les journaux (4 % contre 5 %). La consultation quasi-quotidienne d'Internet est toutefois passée en sept ans de 18 % à 63 %.

À tous ceux qui brandissent l'épouvantail islamiste, voilà des chiffres qui donnent à réfléchir : 23 % des « enquêtés » se déclarent « *très religieux* », 63 % « *dans une certaine mesure* » et 12 % « *pas religieux* » – proportion importante dans des pays où l'athéisme relève traditionnellement de l'apostasie ⁽⁸⁾. Ajoutons que 65 % (contre 27 %) affirment qu'« *aucune autorité religieuse n'a le droit de déclarer infidèles les adeptes d'autres religions* » et 71 % (contre 23 %) que « *le gouvernement n'a pas le droit d'utiliser la religion pour gagner le soutien à sa politique* ». Conclusion : 49 % (contre 44 %) pensent que « *ce serait mieux pour [leur] patrie si la religion était séparée de la politique.* »

Interrogés sur les États qui constituent « *la plus grande menace pour les pays arabes* », 37 % désignent Israël, 29 % les États-Unis, 12 % l'Iran et 5 %... les pays arabes ⁽⁹⁾. Mais, si la question porte sur l'appréciation des « *menaces étrangères* » en général, les « enquêtés » répondent à 89 % Israël, 81 % les États-Unis, 67 % l'Iran, 56 % la Russie, 44 % la France ⁽¹⁰⁾, 32 % la Chine et 35 % la Turquie.

Enfin 79 % affirment que la « *cause palestinienne* » concerne « *tous les Arabes* » et 15 % « *uniquement les Palestiniens* ». Quant à la « *reconnaissance diplomatique* » d'Israël par leur pays, 88 % s'y opposent et seuls 6 % l'approuvent. Quant à l'appréciation de Daesh, elle est négative pour 88 % et positive pour 5 %.

Bref, la fameuse « *rue arabe* » paraît à la fois plus diverse et plus complexe, voire plus surprenante que les médias ne la décrivent. Il faut croire qu'il ne suffit pas d'interviewer un chauffeur de taxi entre l'aéroport et le Hilton pour comprendre une société...

1(¶) *Haaretz*, 23 octobre 2020.

2(¶) Directeur du CAREP de Paris, Salam Kawakibi analyse les résultats de cette enquête dans un « Midi de l'Iremmo » : <https://iremmo.org/rencontres/midis/les-opinions-arabes-au-miroir-dun-sondage-en-ligne/>

3(¶) Mauritanie, Maroc, Tunisie, Égypte, Algérie, Soudan, Palestine, Liban, Jordanie, Irak, Arabie saoudite, Koweït et Qatar.

4(¶) Texte intégral : Arab-Opinion-Index-2019-2020-Inbreef-English-Version.pdf

5(¶) Il est vrai que l'armée a souvent joué, un rôle majeur dans la construction de l'État indépendant, et qu'elle apparaît aujourd'hui comme la seule institution nationale qui tient bon et à même de contribuer à la cohésion nationale.

6(¶) En 2017-2018, les proportions atteignaient 57 % et 35 %.

7(¶) Les réponses varient considérablement d'un pays à l'autre : l'appréciation de la possibilité de critiquer le gouvernement va de 3,9 % en Arabie saoudite à 6,9 % en Tunisie.

8(¶) Lire « L'athéisme progresse dans le monde musulman », *La Croix*, 4 août 2017.

9(¶) En 2011, les proportions étaient de 51 %, 22 % et 4 %. Irakiens, Saoudiens et Koweïtis citent l'Iran comme principale menace.

10(¶) Une majorité juge négativement la politique française en Libye (54 %), en Palestine (53 %), au Yémen (51 %) et en Syrie (53 %).